

# Rwanda : en apportant d'abord leur secours à huit mille Tutsis

## Les Français sont passés à l'action

Les forces françaises participant à l'opération Turquoise, ont fait leur entrée au Rwanda, hier après-midi, à la hauteur de Goma et de Bukavu. Leur première mission doit être de porter secours à quelque huit mille Tutsis, qui seraient encerclés en zone gouvernementale.

Les troupes d'élite françaises de l'opération Turquoise, qui sont entrées hier dans deux zones frontalières du Rwanda, ont pour mission de créer un climat de sécurité dans les populations tutsies et hutues. Ces forces ont également pour mission d'intervenir, si nécessaire, pour éviter les massacres, a-t-on précisé de source militaire.

Les quelque six cents soldats de l'infanterie de marine et de la Légion, premiers éléments d'une force totale de deux mille cinq cents hommes mobilisés pour cette opération militaire-humanitaire, sont chargés d'évaluer les besoins des populations menacées par la guerre civile, et de créer, par leur présence, un « climat de sécurité ». Ces forces, qui sont des unités de la Force d'action rapide, sont équipées de blindés légers de type ERC 90 Sagaie, de mortiers lourds et disposent de huit hélicoptères : six Super-Puma et deux Gazelle-Canon de reconnaissance et de liaison. Elles sont appuyées par une

dizaine de chasseurs Jaguar basés à Kisangani, dans le nord du Zaïre, auxquels s'ajouteront quatre Mirage F1CT, attendus de France.

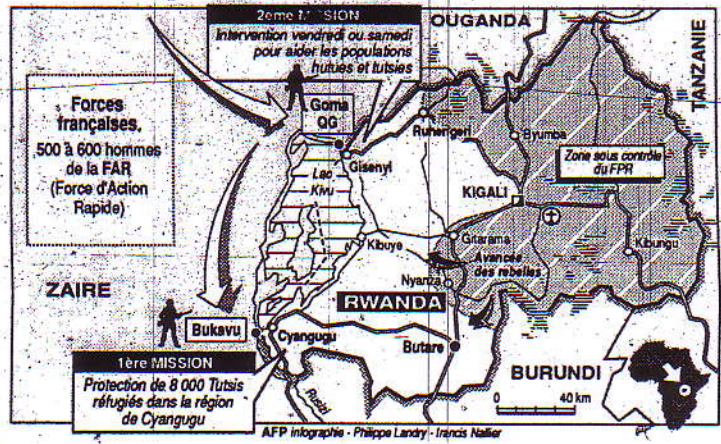
L'intervention française prévoit également l'envoi de militaires chargés des communications avec le général Roméo Dallaire, qui dirige la MINUAR, la force des Nations unies à Kigali. Les autorités militaires ont également prévu d'engager des contacts réguliers avec les commandants des forces gouvernementales rwandaises, qui tiennent les deux régions où interviennent les forces françaises : la région de Gisenyi, au nord-ouest, où les forces françaises ont pour mission de venir en aide à des populations hutues et tutsies menacées, et la région de Cyangugu, au sud-ouest, où environ huit mille Tutsis, selon des sources humanitaires, seraient menacés.

L'opération militaire française comprend également un important dispositif médical d'urgence. Au cours des prochains

jours, un « élément médical militaire d'intervention rapide », comprenant une soixantaine d'hommes, sera installé près de Cyangugu. Cette unité comprendra deux modules médicaux, un module chirurgical et un module dentaire, et permettra de soigner des civils rwandais. La deuxième unité sera implantée près de Gisenyi. Il s'agit d'un « hôpital militaire de campagne allégé », qui permettra également de soigner des civils rwandais.

Par ailleurs, l'isolement de Paris ne se desserre pas vraiment, mais on apprendait cependant hier que trois cents soldats sénégalais doivent quitter « prochainement » le Sénégal pour participer à la mission humanitaire. Le président Abdou Diouf avait donné, samedi, son accord à la participation de soldats sénégalais à l'intervention, lors de la visite à Dakar du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

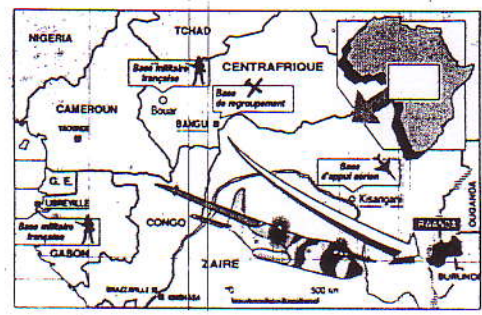
Une dizaine d'observateurs sénégalais se trouvaient à Kigali, mais ont été évacués mercredi



AFP Infographie - Philippe Landry - Francis Nalier

avec leurs homologues congolais et togolais, des menaces pesant sur eux du fait de l'initiative française. En outre, le chef de l'Etat tchadien, le colonel Idriss Deby, a apporté le soutien du Tchad à l'initiative de la France.

Côté européen, en revanche, c'est toujours la méfiance, l'Italie assortissant notamment sa promesse de fournir quatre cents soldats de conditions restrictives. L'intervention française au Rwanda « constituant un test pour l'Union européenne », a déclaré le président de la Commission, Jacques Delors, hier à Corfou, avant le sommet européen. Qualifiant cette intervention « d'opération essentiellement humanitaire », M. Delors a souligné que dans



le cadre de la politique extérieure et de sécurité commune, « un pays peut demander une action commune des Douze ». Quant au ministre délégué aux Affaires européennes, Alain

Lamassoure, il avait indiqué que la France espérait obtenir « un soutien plus actif » de ses partenaires européens lors du sommet de Corfou, qui débutera ce matin.

## Le FPR dénonce les arrière-pensées

Des représentants du FPR, qui se trouvaient hier à Paris, ont réaffirmé que leur mouvement considérerait les soldats français comme des « ennemis », et n'ont pas exclu la possibilité d'« affrontements ». A leurs yeux, la France agit une fois de plus en soutien du régime du président Habyarimana, assassiné le 6 avril.

Alain Juppé n'a pas vraiment convaincu les dirigeants du Front patriotique rwandais (FPR) du caractère strictement humanitaire de l'opération « Turquoise ». Reçu au Quai d'Orsay quelques heures avant le feu vert de l'ONU à l'intervention française, Jacques Bihozagara, représentant du FPR en Europe, y voit « en substance une opération de police-secours au profit des « fascistes », ceux-là mêmes qui ont perpétré le génocide. Du coup, confirmant les menaces proférées par son organisation tout au long de la phase préparatoire, Bihozagara avertit que les soldats français seront considérés « comme des agresseurs », et n'exclut pas « des affrontements » en cas de rencontre avec les troupes du FPR.

SOS-massacres ? Déjà, les cris de triomphe poussés par les forces gouvernementales (FAR) et les milices Interhamwe — exécuteurs des basses œuvres de l'ancien régime

du président Habyarimana, assassiné le 6 avril — persuadées que la France volait à leur secours comme entre 1990 et 1993, avaient créé un certain malaise. Malaise accentué par la réprobation inverse de larges pans de la communauté internationale, et notamment de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Aujourd'hui encore, le constat qu'en dépit du blanchiment du Conseil de sécurité, ni les Européens ni les Africains ne se pressent pour rejoindre Paris dans l'aventure, n'arrange évidemment pas les choses.

C'est le « cadrage » même de l'opération « Turquoise » qui la rend suspecte aux yeux du FPR. « Dans la région limitrophe du Zaïre, avance Jacques Bihozagara, les FAR ont établi un sanctuaire où ce sont les fascistes qui sont réfugiés, où les criminels ont afflué. Qu'est-ce que cela signifie ? En venant les appuyer depuis le territoire zaïrois, les militaires français tentent à notre avis de dresser

un mur de résistance, une barrière destinée à stopper l'avancée du-FPR. Sinon, pourquoi n'auraient-ils pas choisi de s'installer plutôt qu'Ouganda, en Tanzanie ou au Burundi ? »

A cette question, le ministre de la Défense, François Léotard, et le chef d'état-major des armées, l'amiral Lanxade, avaient répondu par avance : le FPR, qui contrôle le côté rwandais de ces frontières, était hostile à l'intervention, il n'était pas question d'y établir les plates-formes de « Turquoise ». Le choix du Zaïre, en outre, titille les responsables du FPR pour une autre raison. Le maréchal Mobutu, dont le pays est plongé dans le chaos, n'était pas en odeur de sainteté auprès des dirigeants occidentaux ces derniers temps et s'était même vu signifier son interdiction de séjour — du moins en théorie — en France et en Belgique.

Rend-il aujourd'hui service en attendant une compensation, par exemple une reprise par Paris de la coopération militaire et économique ? Sans oublier, ajoute Jacques Bihozagara, que des contingents zaïrois avaient déjà épaulé les Français en 1990, lors du dé-

clenchement du conflit entre le FPR et Kigali.

Un clash, dès lors, est-il inévitable ? « Nos forces, indiquent M. Bihozagara et Théogène Rudasingwa, secrétaire général du FPR, n'iront pas délibérément chercher le contact avec les Français. Mais s'il se trouvait qu'une percée vers Cyangugu (où est concentrée une grosse portion du dispositif Turquoise, NDLR) entrerait dans notre stratégie, nous descendrions vers le sud-ouest. Et tout deviendrait alors possible. Y compris un embrasement de toute la région des grands lacs ». Pour l'heure, le FPR est maître des deux tiers du pays, englobant Kigali dont il ne contrôle cependant pas tous les quartiers. Le Front, depuis l'annonce d'une possible intervention de la France, avait accéléré ces derniers jours son offensive.

La « rébellion », composée en majorité de Tutsis réfugiés depuis les années soixante en Ouganda, est puissamment armée et bien entraînée — en bonne partie d'ailleurs par le président ougandais Museveni : elle comprend entre 14 000 et 20 000 combattants, et dispose d'une artillerie de campagne

performante. Toutefois, relèvent des experts, quelques centaines de paras français (600 à 700) avancent parfaitement suffi à casser net l'avancée des colonnes du FPR sur Kigali, en janvier-février 1993. Au total, il serait donc assez vraisemblable que les Français et le FPR passent sinon un compromis, du moins établissent un modus vivendi tacite. De son côté, François Léotard, s'il précise que le chapitre VII de la charte onusienne autorise le recours à la force pour l'autodéfense ou la protection des civils, insiste sur les consignes « très précises » données aux commandants d'unité pour éviter autant que possible « toute confrontation avec le FPR ».

Quant à ce dernier, il présente comme des « mesures de sécurité » les expulsions des derniers Français, travailleurs humanitaires et journalistes notamment, de la capitale rwandaise. Une façon aussi d'éviter qu'un ressortissant français soit tué, ce qui fournirait un prétexte à une intervention en profondeur, jusqu'à Kigali. Bien au-delà en tout cas des prudentes limites actuelles de l'opération « Turquoise ». Mais sans qu'il soit besoin d'al-

ler jusque-là, le FPR estime qu'en le déposant d'une victoire totale sur le terrain, quasi acquise, la France preserve en revanche tous les intérêts des fidèles de l'ancien régime. Ceux-ci, dont le jugement pour complicité — au minimum — de crimes contre l'humanité paraît plus qu'aléatoire, pourront s'asseoir avec quelques atouts à la table des négociations, qui viendront inévitablement.

« Une fois encore, enrage Bihozagara, le lobby pro-Habyarimana de l'Elysée emporte la partie. Lobby, car ce qui a compté dans cette affaire, ce ne sont pas les intérêts de la France au Rwanda, qui n'a d'autres richesses qu'un peu de thé et de café. C'est d'une solidarité entre dirigeants qu'il s'agit, sous l'influence de Jean-Christophe Mitterrand ». Un lobby qui, s'appuyant sur les militaires habitués à la coopération avec les FAR (et qui ont développé pour beaucoup des liens étroits avec leurs homologues rwandais), dépeint depuis des années le FPR comme « une bande d'agresseurs anglophones », quand il ne les appelle pas les « Kômères noirs »...

■ Henri VERNET